



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 2, numéro 3

Janvier-Mars 2019

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

STRATEGIE DIPLOMATIQUE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE AU MOYEN-ORIENT SOUS L'ADMINISTRATION OBAMA : ORDRE DU STATU QUO OU SMART POWER ?

Héritier MUNGULU NTOYO

Chef de Travaux au Département des Relations Internationales de l'Université Pédagogique
Nationale/Kinshasa-RDC

RESUME

Les stratégies diplomatiques des grandes puissances déterminent le rôle et le rang qu'occupent ces derniers sur l'échiquier international. L'ordre du désordre mondial inonde la science des relations internationales avec de nouveaux jargons: hard power, soft power, smart power, autant le monde change le langage diplomatique et stratégique aussi. La région du Moyen-Orient a toujours été considérée comme le cœur de la stratégie diplomatique des Etats-Unis d'Amérique. Sur le plan de politique étrangère, les administrations américaines sont souvent évaluées en fonction de l'avancement de l'épineuse question de la crise israélo-palestinienne et aujourd'hui la libanisation du territoire syrien dans ce registre, l'Administration Obama a enregistré les avancées considérables.

Mots-clés : Puissance, intelligence, diplomatie, stratégie.

SUMMARY

The diplomatic strategies of the great powers define the role and de position of them in worldwide. The order of the world disorder provides the international relations sciences with woe words : hard power, soft power, smart power as the world uses the strategical and diplomatical language too. The Middle East region has been always viewed as the core (heart) of in the diplomatic strategy of the United States of America. In terms of foreign politics, American administrations are often assessed on the basis of the development of the crucial issue of the Palestinian-Israel crisis and nowadays

the "libanization" of the Syrian territory in the same frame, Obama's Administration has noted great progress.

Keywords : *Power, intelligence, diplomacy, strategy*

INTRODUCTION

Les Etats-Unis sont exceptionnels par leur histoire, courte au regard des autres grandes nations du monde par leur situation géographique éloignée des puissances eurasiennes, par les valeurs de la démocratie libérales dont ils ne sont pas les inventeurs mais dont ils se sentent les premiers défenseurs, enfin par leur puissance tant économique que militaire.

Leur politique étrangère ne peut donc être que singulière. Elle résulte d'une dialectique perpétuelle entre les intérêts et la morale, entre l'action, le pragmatisme et l'idéologie, entre l'action et la pensée. Qu'il s'agisse d'une administration tenue par les démocrates ou les républicains, l'action internationale des Etats-Unis d'Amérique en termes de relation des puissances n'a jamais ignoré les éléments ou les composantes de l'intérêt national que sont la sécurité, la prospérité et l'identité.

Dans cette réflexion, nous nous proposons de comprendre la fonctionnalité de la puissance de l'intelligence dite « Smart Power », sur laquelle reposait l'action internationale des Etats-Unis au Moyen-Orient durant l'Administration Obama.

I. QUINTESSENCE DE LA DOCTRINE DU « SMART POWER »

Quand on parle de la doctrine en politique étrangère américaine, il ne s'agit pas de la théorisation d'une philosophie, mais la pratique d'une équipe au pouvoir. Autant il y a eu la doctrine Bush, il y a aussi la doctrine Obama.

C'est Hillary Clinton, alors secrétaire d'Etat Américain en 2009, sous la présidence de Barack Obama qui annonça la nouvelle vision de

politique étrangère devant le Sénat à savoir le « Smart Power », littéralement comprise comme puissance intelligente.¹

Les experts et journalistes américains, plus à l'écoute des changements radicaux qui se profilent dans leurs pays ne s'y sont pas trompés, et ont salué l'ouverture d'une nouvelle page dans l'histoire des relations de la première puissance militaire du monde, avec le reste de la planète.

Le New Yorker, un hebdomadaire prestigieux, qui a mené depuis 2001, une campagne courageuse contre les mensonges et les excès de l'équipe du Président Bush, a vu dans le « Smart Power » la synthèse de deux approches qui sont en concurrence depuis que les Etats-Unis sont devenus un acteur mondial. D'un côté le « hard power », c'est-à-dire le pouvoir contraignant des canons. Les Etats-Unis dont les dépenses militaires annuelles dépassent de loin la somme des budgets militaires de tous les autres pays du monde en est, bien sûr, le champion. Le dicton : « Might is right », « le plus fort a tous les droits », résume cette vision.

De l'autre côté, le « soft power », l'art de la persuasion et de la démonstration. Il part du principe que la réussite des Etats-Unis doit servir d'exemple aux autres nations du monde, et que Washington peut les influencer en les aidant à parvenir au même stade de développement politique et économique. L'incitation remplace alors la contrainte dans un effort pour faire évoluer l'ensemble des sociétés vers un niveau de prospérité et de stabilité qui garantisse les intérêts et la sécurité des Etats-Unis, l'aide économique, la propagation de la culture américaine, la conquête du monde se fait par les films, la musique ou le système éducatif. Pour les tenants de cette approche Hollywood et Harvard sont plus influents que le Pentagone.

Certains analystes de la politique étrangère des Etats-Unis d'Amérique, ni le « hard power » ni le « soft power » n'ont jusqu'ici donné

¹ BIYOYA M.P., *Comprendre les relations internationales. Les anciens et les nouveaux paradigmes*, Médiaspaul, Kinshasa, 2015, p. 118.

les résultats espérés, et les marier dans le « Smart Power » semble être une bonne idée.²

Le recours par Hillary Clinton à cette formule intervient à un moment où les Etats-Unis d'Amérique se dressent sur les ruines de leurs récentes aventures. L'expérience américaine d'usage de la force, l'invasion de l'Irak en mars 2003 a produit des résultats mitigés. Prévue comme une campagne courte, propre à éliminer un dictateur et ses armées de destruction massive, elle s'est transformée en une occupation violente, chaotique et terriblement coûteuse pour les Etats-Unis d'Amérique.

Outre les pertes en vies humaines, elle a occasionné les quelques dépenses de 600 milliards de dollars américains du trésor américain, et les projections des économistes parlent d'une addition finale de plus de 2000 milliards de dollars américains. La guerre en Irak a également fait perdre à l'Amérique son autorité morale, notamment au Proche-Orient, où son rôle d'arbitre et protecteur, a toujours été considéré comme nécessaire au règlement des conflits et à la stabilisation de cette zone où pétrole et religion se mélangent dans un cocktail explosif.

La violence a finalement décliné en Irak lorsque les Etats-Unis ont annoncé qu'ils allaient mettre fin à leur occupation militaire et ont commencé à recruter, à grand renfort de dollars, les combattants sunnites qui avaient pris les armes contre eux. Mais le régime politique mis en place, loin d'être une démocratie, en dépit d'élections périodiques, reste un système fondé sur les allégeances tribales, ethniques et religieuses sur la corruption et le déni de justice, et sur l'impunité des élites politiques.

La guerre en Irak, a rendu le « soft power » tout aussi inopérant. L'image des Etats-Unis d'Amérique, cette grande démocratie a été érodée en dépit des efforts des gourous publicitaires embauchés par le Président Bush pour lancer des campagnes de « public diplomacy ». Tout au plus, ces efforts ont-ils fait grincer les dents des vrais diplomates, bien conscients que lorsqu'un produit est mauvais, il est difficile à vendre. Celui qui a été le

² Anonyme, « Hard, soft et Smart Power », disponible sur *newyorker.com*, consulté le 10 Mars 2019.

théoricien du « soft power », Joseph Nye, a dû admettre que cette idée avait fait son temps. Professeur à Harvard Joseph Nye a longtemps été convaincu que l'exemple des Etats-Unis, nation forte et prospère, devait faire choisir au reste du monde le chemin de la démocratie et de l'économie de marché, et accepter sans se rebeller le leadership américain.

Dans un éditorial publié par le grand quotidien de langue anglaise, *l'International Herald Tribune* en date du 17-18 janvier 2009, il a reconnu que le « Smart Power » était une combinaison plus sûre, et peut-être même une martingale gagnante réunissant la force des armes et celle des principes. *Soyons intelligents* a-t-il lancé dans cet éditorial. *L'administration du Président Obama devra être capable de générer dans le cadre d'une stratégie intelligente*³, a encore écrit Joseph Nye.

II. ORIGINE DU « SMART POWER »

Si Hillary Clinton a opté pour le « Smart Power » comme source d'inspiration, elle ne l'a pas conçu. Elle en est peut-être la marraine prestigieuse, mais elle n'en est pas la mère. Il ne s'agit pas non plus, d'une réponse ad hoc à la nécessité de fournir à la presse, une phrase choc pour l'ouverture des journaux télévisés. Ni une réplique hâtive à la panoplie de slogans qui ont, pendant huit ans, servi d'arguments à l'administration Bush : de « la guerre contre le terrorisme », à « la charte morale », en passant par le fameux « avec ou contre nous », lancé comme un défi aux alliés européens.

Le « Smart Power » a été théorisé en 2004 par Suzanne Nossel, dans un article de la revue américaine de référence sur les questions internationales : « Foreign Policy ». Elle a débuté sa vie professionnelle dans la diplomatie et a notamment participé à la mise en place des accords qui ont mis fin au régime d'apartheid en Afrique du Sud. Elle a également œuvré pour trouver un accord financier entre l'ONU et les Etats-Unis, toujours en difficulté avec le paiement de leurs participations au budget de l'organisation

³ Joseph Nye cité par LEFEVRE M., *La politique étrangère américaine*, Presse Universitaire de France, Paris, 2010, p. 57.

internationale, dont Washington critique régulièrement la mauvaise gestion. Puis, elle est entrée dans la grande maison d'édition « Bertelsmann », un géant allemand de la communication, et c'est à cette époque qu'elle a formulé la théorie du « Smart Power ». Elle est aujourd'hui l'un des responsables de l'organisation Human Rights Wach, qui défend les droits de l'homme dans le monde.

Comme beaucoup de réflexion des intellectuels libéraux américains, celle de Suzanne Nossel a été ignorée à l'époque pour les grands médias, aux Etats-Unis et en Europe. Elle ressurgit aujourd'hui avec le poids d'une véritable méthode, choisie pour remettre de l'ordre dans un monde qui a perdu ses repères depuis le choc du 11 septembre 2001, et la réaction erratique de l'administration Bush.

Dans son exposé de 2004, tout simplement intitulé « Smart Power », Suzanne Nossel, proposait de revenir à un modèle classique de l'action des Etats-Unis dans le monde : « l'internationalisme libéral ». « Le point central de cette doctrine est que les régimes démocratiques et les économies de marché ne se font pas la guerre », écrivait-elle alors. Cette affirmation était d'autant plus paradoxale de la part d'une intellectuelle libérale, qu'elle intervenait alors que la droite conservatrice américaine s'était cyniquement approprié l'objectif vertueux d'exporter la démocratie dans le monde, mais qu'elle le faisait *manu militari*, avec des effets collatéraux désastreux en Afghanistan, au Pakistan ou en Irak.

Depuis les attaques terroristes du 11 Septembre 2001, contre Washington et New York, l'administration Bush avait pris une série de décisions unilatérales et contraires au droit international, au nom de la défense de la nation. La plus grave et la plus lourde conséquence étant de se lancer dans une guerre illégale en Irak. La réponse de l'Europe avait été alors pitoyable : la France et Allemagne se dissociant de cette intervention, alors que le Royaume-Uni, l'Espagne s'alignaient sur Washington jusqu'à envoyer des troupes en Irak.

Dans un contexte peu propice aux propos de raison et de bon sens, Suzanne Nossel écrivait : « Washington doit prendre les commandes

d'une dynamique internationale pour promouvoir toute une série d'objectifs : l'autodétermination, les droits de l'homme, l'état de droit, la liberté des échanges, l'aide au développement économique, l'isolement et l'élimination des dictatures et des arsenaux d'armes de destruction de masse ». Et alors que l'occupation de l'Irak passait le cap de sa première année, et que l'opinion publique américaine se réjouissait encore de la puissance de sa machine militaire, elle ajoutait : *Dans cet effort de la diplomatie, l'aide internationale, le commerce et la diffusion des valeurs américaines ont un rôle aussi important que la puissance militaire.*⁴

Des périodes clefs de l'histoire récente des Etats-Unis ont été marquées par cette philosophie : Harry Truman, Président américain après la deuxième guerre mondiale, de 1945-1953, a aidé la reconstruction de l'Europe et du Japon, et a lancé l'idée d'organisation multinationale comme l'OTAN pour faire face au péril que semblait représenter l'Union Soviétique.

John F. Kennedy a poursuivi cette stratégie en brandissant la menace militaire lors de la crise de Berlin ou celle des missiles soviétiques déployés à Cuba, mais aussi en lançant le Peace Corps et l'agence américaine d'aide internationale, USAID : *Si une société libre ne peut venir au secours de la multitude des pauvres, elle ne pourra sauver les rares qui sont riches*, avait proclamé le Président démocrate, assassiné en 1962 à Dallas, dans un discours que Suzanne Nossel rappelle dans son article : *la puissance intelligente.*⁵

Par la suite, la guerre du Vietnam est un abandon progressif d'une approche multilatérale des crises, a conduit les Etats-Unis sur la voie de désengagement. Et il faudra attendre le deuxième mandat d'un Président démocrate, ouvert sur la complexité du monde, Bill Clinton, pour que les Etats-Unis se réengagent, même si ce fut avec réticence, en Bosnie, puis au Kosovo, et bien sûr dans le conflit le plus épineux, celui du Moyen-Orient.

⁴ NOSSEL N., « La puissance intelligente », disponible sur www.securityconference.com, consulté le 10 Mars 2019.

⁵ *Ibidem*.

Le 11 septembre 2001, qui fut l'illustration de la vulnérabilité des Etats-Unis face à un complot terroriste bien organisé, a éliminé tout espoir d'un retour de l'internationalisme libéral, prôné par Suzanne Nossel. Avant cet épisode tragique, Georges W. Bush avait déjà démontré son peu d'intérêt pour une approche globale des crises et des dangers qui menacent la planète.

Au lendemain des attentats contre New York et Washington, le retour des Etats-Unis d'Amérique sur la scène internationale a pris la forme d'une frénésie d'actions militaires, paramilitaires, censées éliminer l'ennemi, assurer la sécurité des Américains et établir l'ordre là où régnait le désordre. Clairement, le succès n'a pas été au rendez-vous.

III. LE « SMART POWER » FACE AU MONDE

L'administration de Barack Obama, qui a pris les commandes de l'Amérique le 20 Janvier 2009, hérite d'une situation catastrophique. Aux Etats-Unis, comme en Europe, la crise fait des ravages dans tous les secteurs de l'économie : le tarissement du crédit a contraint des milliers d'entreprises à fermer. Les rangs des chômeurs grossissent de jour à jour, la demande dans l'ensemble du monde diminue et ralentit les échanges commerciaux, les tendances protectionnistes refont leur apparition, tout comme la nervosité sociale.

Dans le même temps, les conflits dans les zones historiquement instables comme le Moyen-Orient, l'Afrique, ou le sous-continent indien nucléarisé s'amplifient et les ressources humaines ou financières pour le contenir font cruellement défaut.

Le réengagement américain aussi indispensable soit-il est également compromis par la perte abyssale de crédibilité des Etats-Unis. Après huit années de règne du Président Bush, la méfiance à l'égard d'un pays que l'histoire a placé au centre du processus décisionnel mondial est à son niveau le plus haut. Et cette méfiance se traduit dans les zones les plus

troublées de la planète en une haine tenace dont les groupes extrémistes se servent pour alimenter des fantasmes de destruction du géant américain.⁶

Bien consciente de la complexité des défis, Hillary Clinton a expliqué devant le Sénat que l'époque de la rhétorique martiale, des grandes croisades étaient révolues : *Il va y avoir des milliers d'actions distinctes mais toutes stratégiquement liées entre elles et coordonnées pour défendre la sécurité et la prospérité des Etats-Unis*, a-t-elle annoncé. Et avant même de mettre les pieds dans l'austère bâtiment du département d'Etat, sur les rives du Potomac à Washington, elle a trouvé les mots juste pour calmer les frustrations de générations des diplomates mis à l'écart par le militarisme de Bush : *Avec le pouvoir intelligent, la diplomatie sera à l'avant-garde de la politique étrangère des Etats-Unis*⁷, avait-t-elle promis. Ce message central est accompagné des signes qui confirment la rupture nette avec la période de l'unilatéralisme agressif des années de la présidence Bush.

Le messianisme qui avait fait dire à Bush que Dieu lui avait ordonné d'envahir l'Irak, est absent des propos de Barack Obama. Tout comme les références à une religion supérieure, celle des Chrétiens évangélistes, qui ont été les meilleurs soutiens de Georges W. Bush, et les meilleurs propagandistes du rôle unique accordé par Dieu à l'Amérique. Pour la nouvelle direction américaine d'Obama, ceux qui croient et ceux qui ne croient pas sont sûrs un pied d'égalité. *Nous sommes une nation de Chrétiens, de Musulmans, de Juifs et d'Hindous et d'Athées*, avait déclaré Barack Obama dans son premier discours à la nation et aux pays musulmans, il a fait à la même occasion une offre claire : *nous sommes prêts à vous tendre la main, si vous ouvrez votre point*.⁸

Le Président Obama jeta donc les racines d'un discours laïc et y ajouta, dans ce temps de crise, une condamnation à peine voilée du capitalisme incontrôlé. Il avait adressé un rappel à l'ordre aux cercles des spéculateurs qui avaient fait fortune dans les récentes années de

⁶ THEBAULT V., *Géopolitique de l'Afrique et Moyen Orient*, Nathan, Paris, 2015, pp. 242-243.

⁷ BIYOYA M., *Op. cit.*, p. 123.

⁸ NOSSEL S., *Art. cit.*

dérégulation débridée : *une nation ne peut pas prospérer longtemps si elle ne profite qu'aux riches*, a-t-il averti dans son discours inaugural.

Pour Suzanne Nossel, le pouvoir intelligent signifie avoir conscience que l'engagement des Etats-Unis n'est pas toujours la meilleure méthode : les intérêts des Etats-Unis sont mieux défendus en impliquant d'autres forces au service des objectifs de ces derniers à travers des alliances, les institutions internationales, une diplomatie prudente et la puissance des valeurs.

Hillary Clinton avait fait écho aux réflexions de Suzanne Nossel et s'était posée dans sa présentation en forme de programme, devant la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, comme déterminée à adopter une gestion collégiale des défis du monde : *les périls contemporains ne peuvent pas être affrontés seuls. Le pouvoir intelligent nécessite de prendre en considération aussi bien nos amis que nos ennemis, pour renforcer les alliances anciennes et pour en forger de nouvelles ; notre relation de confiance avec l'Europe sera encore approfondie, a-t-elle ajouté, et des désaccords avec des amis même les plus proches sont inévitables mais sur la plupart des fronts nous n'avons pas de plus sûrs alliés.*

Ce discours, très classique, tranche avec les incitations de Washington à la discorde européenne, lorsque les Etats membres de l'Union s'étaient vus répartis entre la vieille Europe et la nouvelle selon le degré de servilité à l'égard de l'Administration Bush.

IV. MISE A L'EPREUVE DU « SMART POWER » : GAZA

Le « Smart Power » a été mis à l'épreuve pour la première fois entre décembre 2008 et janvier 2009 au Moyen-Orient par le déchaînement de violence dans la bande de Gaza.

Les affrontements entre l'armée israélienne et les combattants de l'organisation palestinienne du Hamas y ont fait des milliers de victimes. Cette minuscule bande de terre qui abrite 1,5 million d'habitants coincés entre la Méditerranée et Israël, a été lourdement pilonnée et beaucoup d'experts

estiment que les chances d'un règlement politique rapide sont restées enterrées sous les décombres.

Hillary Clinton, alors secrétaire d'Etat américain avait prévenu, dans son intervention au Sénat, que le conflit israélo-palestinien serait en tête des préoccupations de la diplomatie américaine, comme il l'est depuis 1948 : *Tout en concentrant nos efforts en Irak, au Pakistan et en Afghanistan, nous devons également nous tourner vers le pouvoir de l'intelligence au Moyen-Orient pour assurer la sécurité d'Israël et les aspirations politiques et économiques légitimes des Palestiniens*⁹, avait-elle déclaré.

Elle avait également énuméré les crises qui s'étaient emballées dans les derrières semaines du règne de M. Bush : *la période de 70 jours qui ont suivi l'élection présidentielle nous a apporté des preuves nouvelles de l'urgence qu'il y a à affronter les défis du monde*, a-t-elle dit. Et elle cite, en premier lieu, les violences à Gaza, qui ont explosé en plein interrègne de l'exécutif américain, dans le vide laissé par l'impuissance d'un président sur le départ, et la réserve obligatoire d'un président pas encore installé.

Le point de départ factuel de ce nouvel épisode brutal dans une face à face qui dure depuis 60 ans, au-delà du débat sur les justifications avancées par les deux parties, est une attaque israélienne, le 4 novembre, sur un tunnel utilisé par les Palestiniens pour faire entrer dans Gaza des biens de consommation et des armes, en provenance d'Egypte. Six Palestiniens ont été tués dans cette opération. Dès le lendemain, les combattants du Hamas ont tiré plusieurs dizaines de roquettes et d'obus de mortier contre le Sud d'Israël. Cet échange a marqué le début de la fin pour une trêve négociée par l'Egypte, entrée en vigueur mi-juin. Et les hostilités ont débuté le 27 décembre, pour s'achever sur un fragile cessez-le-feu, annoncé séparément par les protagonistes, les 18 et 19 janvier 2009.

La date du 4 novembre est d'autant plus intéressante qu'elle a été aux Etats-Unis le jour de la consultation électorale qui devait conduire à la désignation comme 44^{ème} président américain du premier afro-américain à se

⁹ Hillary Clinton cité par Jacques CHARMELOT dans son article sur le « Smart Power » américain. Un défi pour l'Europe, publié dans *la Revue Question d'Europe*, n°127, février 2009.

hisser à ce niveau du pouvoir. La date du 19 Janvier est également à retenir puisqu'il s'agit de la veille du jour où le nouveau président américain a pris les gouvernes.

Dans l'intervalle, la diplomatie américaine a été absente, et s'est contentée d'appeler les deux parties à la retenue, et de maintenir que le Hamas était responsable des pertes humaines infligées aux populations palestiniennes. George W. Bush avait pourtant au lendemain des élections de 2006 qui ont donné la majorité au Hamas, salué ce processus comme l'exemple de la démocratie en action.

Les responsables israéliens, eux-mêmes lancés dans la course pour les élections du 10 février, souffraient d'un fort déficit de popularité, aucun n'ayant la stature des chefs historiques de l'Etat juif. Pour certains, comme le ministre de la Défense Ehud Barak, ou la ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, l'opération lancée contre Gaza a été l'occasion d'affirmer leur détermination face à un adversaire, Benjamin Netanyahu, dont la réputation de faucon n'est plus à faire.

L'Europe pour sa part, d'abord sous présidence française puis sous celle de la République tchèque, a montré les limites de son influence dans une région où les Etats-Unis restent l'acteur extérieur dominant. Un sommet organisé le 18 janvier par l'Egypte a réuni cinq dirigeants européens dans la station balnéaire de Charm el Cheikh, et a pu tout au plus saluer l'instauration d'une trêve, mais sans s'approprier la paternité d'une cessation des hostilités.

Une instance collégiale, le Quartet, établi en 2002 et qui remit les Etats-Unis, l'ONU, la Russie, et l'Union Européenne a été inopérante au cours de cette éruption de violence. Il a fallu attendre que le nouveau locataire de la Maison Blanche prenne ses fonctions pour que les protagonistes d'un conflit, qui risquait de déstabiliser la région, ne soient plus laissés à eux-mêmes.

Le nouveau président américain a immédiatement appelé les responsables régionaux notamment le président palestinien Mahmoud Abbas, mis en difficulté par l'offensive israélienne. Hamas est certes un rival de poids pour Mahmoud Abbas, mais il ne pouvait pas ouvertement approuver sa mise

au pas brutale par l'armée israélienne. Barack Obama a également dépêché sur le terrain un émissaire, George Mitchell, à la réputation de négociateur habile et tenace, il est connu pour avoir négocié pendant trois ans l'accord de paix qui a mis fin à la guerre en Irlande en 1998.

Il a également rédigé pour le président Clinton un rapport sur le conflit israélo palestinien, rendu public en 2001, qui soulignait la nécessité pour les Palestiniens de renoncer au terrorisme mais exigeait également l'arrêt de l'établissement de colonies juives en Cisjordanie. George Mitchell est parti dans la région avec un mandat limité, a prévenu le président Obama. Il est allé écouter le point de vue de toutes les parties.

Cet objectif est d'autant plus réduit, que les positions des acteurs israéliens ou palestiniens du conflit sont parfaitement connues des Américains, il s'agissait donc pour les Etats-Unis d'envoyer un signal clair d'une-nouvelle implication dans la recherche d'une solution, d'un retour de la diplomatie dans le face-à-face entre les Israéliens et les Palestiniens, d'une mesure d'attente avant que ne se mette en place la nouvelle équipe gouvernementale israélienne, après les élections du 10 février.

Puis Barack Obama, orfèvre du « Smart power », a fait ce que les peuples de la région attendaient d'un président américain depuis longtemps. Il s'est adressé à eux directement dans un entretien, le premier à une télévision étrangère, à la chaîne al Arabiya, basé à Dubaï. Il leur a livré un message de paix. *Mon devoir est d'assurer aux Musulmans que ses Etats-Unis ne sont pas leur ennemi*, a-t-il déclaré ; *Au monde musulman, ce que nous allons offrir est la main de l'amitié.*

Il a également prôné un nouveau partenariat avec le monde arabe et le monde musulman, fondé sur le respect mutuel, il a rappelé l'importance de la sécurité d'Israël, pour les Etats-Unis d'Amérique, mais il a également appelé l'Etat hébreu à faire des « sacrifices » si les conditions le permettent et si un partenariat sérieux peut être établi avec la partie opposée : *II est temps de revenir à la table des négociations*, a déclaré le président américain ; *Cela va être difficile, et cela va prendre du temps*, a-t-il assuré ; *Mais si nous engageons un processus sérieux, je suis sûr que les Etats-Unis, en*

*œuvrant avec l'Union Européenne, la Russie, et les tous ces pays arabes de la région, je suis sûr que nous pouvons faire des progrès importants.*¹⁰

CONCLUSION

Au terme de cette analyse axée sur la puissance intelligente dite « Smart Power », doctrine ayant sous-tendu l'essentiel de l'action extérieure des Etats-Unis d'Amérique sous l'administration Obama au Moyen-Orient, nous avons pu évaluer l'efficacité de la combinaison de la politique du bâton et de la carotte.

En effet, la combinaison du « Soft power » pouvoir de la persuasion et du « Hard Power », pouvoir contraignant donne le « Smart Power », pouvoir intelligent dont les résultats sont satisfaisants au Moyen-Orient, conforte la suprématie de la vision américaine dans la région. En plus, cette stratégie diplomatique constitue un des outils efficaces de consolidation de l'ordre mondial actuel marqué par la superpuissance américaine.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anonyme, « Hard, soft et Smart Power », disponible sur *newyorker.com*.
BIYOYA M.P., *Comprendre les relations internationales. Les anciens et les nouveaux paradigmes*, Médiaspaul, Kinshasa, 2015.
CHARMELOT J., « Le « Smart Power » américain. Un défi pour l'Europe », dans *la Revue Question d'Europe*, n°127, février 2009.
« Entretien de Barack Obama à la TV Al Arabiya », disponible sur *www.al.arabiya.net*, le 27 janvier 2009.
LEFEVRE M., *La politique étrangère américaine*, Presse Universitaire de France, Paris, 2010.
NOSSEL N., « La puissance intelligente », disponible sur *www.securityconference.com*.
THEBAULT V., *Géopolitique de l'Afrique et Moyen Orient*, Nathan, Paris, 2015.

¹⁰ « Entretien de Barack Obama à la TV Al Arabiya », disponible sur *www.al.arabiya.net*, le 27 janvier 2009, consulté le 10 Mars 2019.